

FICHE PAYS: COLOMBIE

AVOCATS EN DANGER : LA JUSTICE COMME OUTIL DE PERSÉCUTION

Des centaines d'avocats tués et des milliers ont subi différents types d'agressions au cours des dix dernières années.



OBSERVATOIRE
INTERNATIONAL
DES AVOCATS

AVOCATS EN DANGER : L'UTILISATION DE LA JUSTICE COMME OUTIL DE PERSECUTION EN COLOMBIE

1. HISTORIQUE ET CONTEXTE SOCIAL ET POLITIQUE	3
2. LES FAIBLESSES DE L'ÉTAT DE DROIT EN COLOMBIE	4
3. PLAIDOYER A RISQUE : L'EXPERIENCE DE L'OIAD ET DES CARAVANES DE JURISTES	5
4. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....	8

1. Historique et contexte social et politique

La Colombie a connu de nombreuses années de bouleversements depuis le début du conflit armé jusqu'à aujourd'hui, malgré la signature des accords de paix à La Havane.

La perspective d'une société colombienne unie dans laquelle la démocratie triompherait de la violence était l'objectif de ces accords. Cependant, ces dernières années, nous assistons à une nouvelle escalade de la violence et des conflits, entretenue par la polarisation dans laquelle se trouve un pays qui continue de subir les ravages du passé.

Ainsi, en mai 2021, le peuple colombien a participé à de nombreuses manifestations en réaction à la dernière proposition de réforme fiscale¹ qui menaçait de creuser le fossé économique et social du pays.

Les forces armées et les corps de sécurité de l'État ont fait l'objet de nombreuses plaintes de la part d'organisations civiles nationales et internationales, révélant des abus et des détentions arbitraires, des débordements dans le cadre de leurs fonctions et un usage disproportionné de la force contre les manifestants. Récemment, la Commission Interaméricaine des Droits de l'homme (CIDH) a dénoncé l'usage disproportionné de la force publique dans ses "Observations et recommandations", publiées après la visite de travail en Colombie².

En outre, cette année a été désastreuse pour les défenseurs des droits humains dans le pays, qui ont vu augmenter le nombre d'assassinats de dirigeants indigènes et de paysans défendant les droits des communautés et de l'environnement. Comme l'a rappelé la CIDH après sa visite de travail³ réalisée en juin 2021, selon les chiffres de l'État,

¹ Ledit projet de réforme avait pour objet l'augmentation des impôts des entreprises comme des particuliers, une hausse de la TVA sur des services de base et la hausse du prix de l'essence, ainsi que la suppression de nombreuses exemptions fiscales.

² (46) «La CIDH a pu observer que, de manière répétée, et dans diverses régions du pays, la réponse étatique s'est caractérisée par un usage excessif et disproportionné de la force qui, à de multiples reprises, s'est avéré être une force létale»

https://www.oas.org/es/cidh/informes/pdfs/ObservacionesVisita_CIDH_Colombia_SPA.pdf

³ La Commission Interaméricaine des droits humains a effectué une visite de travail en Colombie du 8 au 10 juin pour observer la situation des droits humains dans le contexte des manifestations qui ont débuté le 28 avril 2021. Au cours de cette visite, la CIDH a rencontré divers secteurs représentatifs de la Colombie, notamment les autorités des différents niveaux de gouvernement, les représentants de la société civile, les collectifs, les unions et les syndicats.

en 2020, 53 meurtres de défenseurs des droits de l'homme ont été recensés, ce qui est bien inférieur aux 133 meurtres signalés par le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH)⁴. L'Institut d'études sur le développement et la paix (INDEPAZ) fait état de 310 meurtres de leaders sociaux et de défenseurs des droits de l'homme en 2020⁵.

Cette répression à grande échelle menace toute une profession juridique liée à la défense des droits de l'homme. Les membres de cette profession voient désormais, à de nombreuses reprises, **leur pratique professionnelle entravée et leur intégrité physique mise en danger par l'ampleur du risque induit par la prise en charge de nouvelles personnes à défendre.**

2. Les faiblesses de l'État de droit en Colombie

Le système de justice transitionnelle en Colombie a donné lieu à la création de la Juridiction spéciale pour la Paix, un système chargé uniquement de poursuivre les parties au conflit colombien de ces dernières années⁶.

Ces tribunaux ad hoc sont composés d'éminents juges colombiens reconnus et spécialisés en la matière. Dans le dernier webinaire⁷ sur les avocats en danger et l'État de droit en Colombie coordonné par l'Observatoire International des Avocats en Danger, la présidente de cette organisation, Patricia Linares, a dénoncé les pressions exercées par les hautes sphères du pouvoir politique et économique sur cette justice transitionnelle qui mettent en danger le principe d'indépendance des magistrats et le non-respect des termes des accords de paix, stigmatisant ainsi leur travail.

Le célèbre avocat et président du collectif d'avocats José Alvear Restrepo Reinaldo Villalba dénonce également la persécution des avocats des droits humains et des représentants des victimes du conflit armé par les services de renseignement de l'État.

⁴ Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, Rapport Annuel de la Haute Commissaire de l'ONU sur les droits de l'homme en Colombie, février 2021, p. 3.

⁵ Instituto de Estudios para el Desarrollo y la Paz (INDEPAZ), Dirigeants sociaux et défenseurs des droits de l'homme assassinés en 2020, juin 2020.

⁶ Cette juridiction spéciale a été créée par l'accord de paix signé en 2016 dont l'objet était de mettre fin au conflit entre le Gouvernement colombien et les FARC, afin de rendre justice aux victimes de ce conflit.

⁷ Webinaire de l'OIAD et de l'OMCT : Droits de l'homme et mécanismes juridiques en Colombie : un accent particulier sur la situation de la profession juridique - Septembre 2020

<https://www.youtube.com/watch?v=J7RHOE06kQo> Min. 25 a min. 50

Ce n'est pas la première fois que des juges et des avocats colombiens dénoncent à travers ces espaces de visibilité internationale cette ingérence extérieure de personnes qui pourraient voir leurs intérêts personnels et économiques affectés par l'activité de cet organisme. Pour empêcher que la peur ne règne dans les professions juridiques et ainsi pour mettre un terme à l'impunité, l'État colombien doit **garantir l'impartialité et l'indépendance de ces juges.**

Ces derniers mois, nous avons vu comment les forces de sécurité de l'État colombien ont réprimé de manière disproportionnée les manifestations contre les mesures gouvernementales, entraînant des arrestations arbitraires et même la mort de dizaines de manifestants⁸.

L'atteinte au droit de manifester et de protester pourrait mener à la violation d'autres droits fondamentaux tels que la liberté de réunion, qui est étroitement liée à la liberté d'expression et à la liberté de conscience. Or, un État démocratique s'avère efficace lorsqu'il permet à ses citoyens de s'exprimer librement et d'exercer leur droit de manifester sans restrictions, dans les limites évidentes du maintien de l'ordre public. Cela est particulièrement important lorsque ces citoyens constituent une minorité sociale et considèrent cette forme de manifestation comme leur seul moyen de participation et de délibération politique.

3. Plaidoyer à risque : l'expérience de l'OIAD et des Caravanes de Juristes

L'Observatoire International des Avocats en Danger (OIAD) a une grande expérience en matière de protection de la profession juridique colombienne. Les activités de soutien, de protection et de suivi qu'il a menées ont permis à l'OIAD de constater la situation de danger permanent à laquelle sont confrontés les avocats qui défendent les droits de l'homme en Colombie. Il est inquiétant d'observer que les différentes formes d'attaques ont persisté pendant des années et qu'elles sont, malheureusement, toujours d'actualité.

⁸ (29) "Dans le cadre de la visite de travail, la Commission interaméricaine a reçu des informations sur de graves violations des droits de l'homme et divers obstacles à la garantie de la protestation sociale"

[Observaciones de la Visita de la CIDH a Colombia.docx \(oas.org\)](#)

Comme l'a souligné Reinaldo Villalba dans le webinaire précité coordonné par l'OIAD en 2020, « **en Colombie, plus de 700 avocats ont été assassinés au cours des 10 dernières années et plus de 4 400 ont subi différents types d'agressions selon les registres** »⁹.

Les visites organisées par la *Caravana Colombiana Internacional de Juristas* et leurs rapports respectifs témoignent également de la réalité de la profession juridique en danger dans cette région. Selon le document publié en 2014 après sa quatrième visite à travers le pays, les risques se matérialisent par des meurtres, des menaces et des attaques, une véritable stigmatisation, une entrave à l'exercice de leurs devoirs et fonctions professionnels, ainsi que des procédures judiciaires utilisées contre les avocats¹⁰.

Ce dernier moyen de répression contre les avocats et les défenseurs des droits de l'homme est particulièrement préoccupant. L'OIAD a observé que, **les avocats de défense des droits humains en Colombie sont constamment victimes de persécutions judiciaires.**

Ces persécutions observées, également connues sous le nom de « falsos positivos judiciales » (ce qui désigne la falsification et la production en justice de preuves à charge contre un individu en particulier), consiste à utiliser le système judiciaire pour exercer des représailles contre le travail des avocats et des défenseurs des droits de l'homme en élaborant des montages judiciaires basés sur de fausses preuves. Le rapport de la Caravane sur la région de Bucaramanga, publié en 2013, dénonce cette situation¹¹.

De même, le rapport de la Caravane sur sa dernière visite en 2018 contient des preuves de cette forme de persécution. Ainsi, il documente que les membres d'un collectif d'avocats des droits de l'homme qui défendent les communautés marginalisées et les

⁹ Webinaire de l'OIAD et de l'OMCT : Droits de l'homme et mécanismes juridiques en Colombie : un accent particulier sur la situation de la profession juridique - Septembre 2020

<https://www.youtube.com/watch?v=J7RHOE06kQo> Min. 57

¹⁰ "Dans chacune des régions visitées, les délégués ont entendu des témoignages d'attaques et de menaces à l'encontre d'avocats et de défenseurs, ainsi que de l'incapacité de l'État à enquêter, poursuivre et condamner les responsables. Le nombre élevé d'assassinats de défenseurs des droits de l'homme signifie que les menaces, les attaques et la stigmatisation dont ils font l'objet doivent être prises très au sérieux."

<http://www.colombiancaravana.org.uk/wp-content/uploads/2013/04/CC-Report2.compressed.pdf>

¹¹ " Il existe un grand nombre de cas dans lesquels les juges légitiment activement de fausses preuves ou ne remettent pas en question les actions de la police militaire." (Page. 17)

Rapport régional de la quatrième Caravane internationale de juristes 2014 : Groupe de Bucaramanga : <http://www.colombiancaravana.org.uk/wp-content/uploads/2013/04/Bucaramanga-report.pdf>

victimes de violations des droits de l'homme à Santander et Norte de Santander « sont menacés par la fabrication de fausses preuves à leur encontre, par des individus appartenant aux bureaux du procureur local »¹².

La polarisation et une interférence évidente des sphères du pouvoir ont eu pour conséquence que de nombreux avocats ont été victimes de ce type d'attaques. Récemment, des organisations d'avocats telles que le Collectif d'avocats José Alvear Restrepo et l'Équipe Juridique du Peuple ont dénoncé respectivement les écoutes téléphoniques par l'agence de renseignement colombienne et les détentions arbitraires.

En effet, l'OIAD a enregistré ces épisodes l'année dernière dans les alertes de Sebastián Escobar¹³ et Johan Sebastián Moreno Castro¹⁴. Dans le second cas, il convient de noter que la détention illégale a été commise dans le contexte des mobilisations pour la grève nationale alors que l'avocat vérifiait l'une des manifestations sociales. Bien que l'avocat ait été libéré, il est à craindre que cet événement ne conduise à une future tentative de criminalisation de l'avocat¹⁵.

L'OIAD regrette l'absence en Colombie d'une institution officielle professionnelle visant à soutenir, assurer et protéger le libre exercice de la profession d'avocat, mais aussi à garantir efficacement le droit à la défense.

En ce sens, afin de promouvoir la protection de la profession d'avocat en Colombie, la Fundación Abogacía Española a publié en 2011 un rapport exhortant le Barreau

¹² "En particulier, la Caravana a été informée par l'EJP que certains fonctionnaires travaillant au sein du bureau local du bureau du procureur les ont menacés en disant que s'ils ne faisaient pas attention, des tentatives seraient faites pour modifier le contenu de certains dispositifs USB afin d'associer l'EJP à l'ELN.

Par ailleurs, l'EJP a dénoncé avoir été informé que d'anciens membres démobilisés des FARC subissent des pressions de la part des autorités, notamment par le biais d'incitations économiques, pour témoigner contre des membres de mouvements sociaux. L'EJP affirme que la Direction nationale d'investigation contre le crime organisé (DECOC) du bureau du procureur général et des responsables de la police et de l'armée sont derrière ces tentatives de délégitimation et de criminalisation de la dissidence et des mouvements sociaux."(Page 4) http://www.colombiancaravana.org.uk/wp-content/uploads/2019/03/Report_Colombian_Caravana_6th-Delegation.pdf

¹³ <https://protect-lawyers.org/es/item/sebastian-escobar-uribe/>

¹⁴ <https://protect-lawyers.org/es/item/johan-sebastian-moreno-castro/>

¹⁵ « Le 5 mai 2021, un Procureur spécialisé a accordé à l'avocat l'habeas corpus et a ordonné sa libération, estimant que la détention était illégale car injustifiée.

Cependant, le dossier de l'avocat de la défense a été transmis à un procureur local à Piedecuesta, ce qui fait craindre une tentative de criminalisation de l'avocat pour « atteinte à l'autorité ».

<https://protect-lawyers.org/es/item/johan-sebastian-moreno-castro/>

colombien à fournir une protection institutionnelle à chacun des avocats, quelle que soit l'affaire qu'ils prennent en charge¹⁶.

Ce projet, pourtant prometteur, qui avait au départ mené à la création d'un comité exécutif, a été interrompu en 2012 en raison de la passivité de l'État pour lui assurer une couverture juridique.

Selon les récents témoignages d'avocats que l'Observatoire a pu recueillir, « *le contexte de la grève nationale qui a débuté en avril 2021 a déclenché une forte demande d'assistance juridique aux victimes de détentions, d'abus, de disparitions, de montages judiciaires et autres attaques* »¹⁷.

En réaction à ce manque de réponse institutionnelle, la profession juridique colombienne, avec les membres d'autres professions, a développé des mécanismes associatifs et de collaboration pour tenter de garantir une assistance juridique à ceux qui en ont besoin¹⁸.

4. Conclusions et Recommandations

- **L'État colombien doit** : protéger la vie et garantir le libre exercice de la profession d'avocat, dans le respect des Principes de base relatifs au rôle du barreau, des Nations Unies. Pour cela, la mise en place d'une collégialité et d'une structuration institutionnelle de la profession d'avocat au niveau national seraient hautement souhaitables.

- L'OIAD déplore que les avocats défenseurs des droits humains soient confrontés à une situation de risque et de menace particulièrement grave, notamment liée à des techniques de persécution judiciaires. **L'État colombien doit** : instituer une vigilance particulière à l'égard des éléments procéduraux clés, tels que les procédures d'enquête et la chaîne de production judiciaire des preuves.

¹⁶ Rapport sur la faisabilité d'un barreau obligatoire en République de Colombie et Plan stratégique pour sa promotion et sa consolidation. – Fundación Abogacía Española - Août 2011
<https://protect-lawyers.org/wp-content/uploads/INFORME-COLEGIATURA-ABOGADOS-EN-COLOMBIA-Fundacion.pdf>

¹⁷ Témoignage de Felipe Arturo Robledo, avocat pénaliste qui représente les victimes de la répression policière dans le département de Quindío et membre du collectif "Primera Línea Jurídica".

¹⁸ [Primera Línea Jurídica – Primera Línea \(1linea.org\)](http://PrimeraLíneaJurídica-PrimeraLínea(1linea.org))

- **L'État colombien doit** : protéger l'impartialité des juges, en garantissant leur indépendance, afin que les normes internationales en matière de procès équitable soient respectées.
- **L'État colombien doit** : protéger la liberté de manifestation et de protestation des citoyens en imposant aux forces de police de ne contrôler ces démonstrations qu'avec une force strictement proportionnée.